

quilibrium, il fallait le renverser. A un séminaire de responsables politiques de l'Ouest africain, M. Senghor spécula sur le mot d'ordre d'indépendance et d'unité africaines. Magistralement, il gagnait à sa cause le Dahomey, le Niger, la Haute-Volta qui formèrent avec Senghor (U.P.S.) et Modibo (U.S.-R.D.A.) le Parti du Rassemblement Africain (P.R.A.).

Houphouët fut temporairement isolé. Mais l'expérience du parlementaire carriériste de vieille roche devrait triompher sur la «salade russe» du P.R.A. Quelques mois plus tard, Houphouët faisait repencher de son côté les rapports de forces. Le Niger, le Dahomey, la Haute-Volta, un à un, se désolidarisèrent du P.R.A. (Senghor). Ce revirement inopiné ébranla Senghor. Il lui fallait lutter avec les armes qu'il avait sous la main. A corps perdu, il s'élança dans la lutte. Pour créer maintenant sa chère fédération, il ne retrouvait que le Soudan. Il ne désespéra pas.

Un second front de lutte venait alors de se créer, au niveau du Conseil exécutif de la Communauté. La thèse confédérale (Confédération des peuples libres et égaux préconisée par Senghor) et la thèse de Fédération unique franco-africaine défendue par Houphouët s'affrontèrent rudement. Le Conseil exécutif fut unanime à reconnaître la supériorité de la thèse de Senghor sur celle de Houphouët qui fut rejetée. Un habile repli tactique permit à Houphouët de récupérer le Dahomey, la Haute-Volta et le Niger qui flottaient encore. Sur le plan purement ouest-africain, Houphouët, repoussant l'idée de la création d'une fédération à super-gouvernement et d'un Etat monolithique, préconisa purement et simplement une union strictement économique. Voyant leurs privilèges locaux épargnés par cette solution, les premiers ministres des Etats flottants donnèrent sans hésitation leur adhésion à l'Entente économique. Par une habile substitution, Houphouët devint, pour l'entente économique, le porte-parole politique auprès du gouvernement de de Gaulle.

Il ne faudrait pas perdre ici de vue que Senghor et Houphouët ont un dénominateur commun, le haut capital financier français qui, à volonté, peut faire en Afrique de l'Ouest d'expression française, par l'intermédiaire de ces deux fantoches, la pluie et le beau temps : la division pour mieux exploiter, l'unité pour endiguer l'élan national des pays qui échapperaient à son contrôle.

La vague spontanée d'union qui se dessine aujourd'hui entre les deux anciens adversaires « superficiellement » réconciliables n'abuse personne. Le peuple guinéen, ayant à sa tête Sékou Touré, ne cesse d'asséner de rudes coups à l'impérialisme français. Il faut étouffer ce pays trop « agressif », qui menace de renverser le château-fort de l'impérialisme en terre africaine. L'enjeu est grand et il fallait engager une lutte sans merci. La Guinée qui, le 28 septembre 1958, s'est libérée politiquement de la domination coloniale, vient encore, le 1^{er} mars dernier, par la création d'une zone monétaire spéciale propre, de s'affranchir du joug économique. Cette cascade d'institutions audacieuses risque de devenir contagieuse. A tout prix, il faut isoler la Guinée et immédiatement l'étouffer économiquement et la forcer à capituler. D'où l'encerclement militaire de ce pays (création de camps militaires sur les frontières Guinée-Sénégal et Guinée-Côte-d'Ivoire). Pire, un vaste complot contre-révolutionnaire pour renverser le régime fut découvert récemment. L'étouffement économique qui sous-entend d'abord la réconciliation préalable des deux adversaires Senghor et Houphouët, le Mali et l'Entente, reste l'arme suprême de l'impérialisme français contre la Guinée.

Je m'excuse de cette longue digression ; revenons au Mali. Ainsi l'Union soudanaise, parti largement majoritaire du Soudan où l'opposition est inexistante, diffère quelque peu de l'U.P.S., son partenaire. Le peuple soudanais, comme je l'ai

déjà dit, est irrésistiblement séduit par l'exemple de la Guinée. Il faut supporter la mort dans l'âme les conséquences de l'aventure du Mali. D'un côté, la Guinée intensifie sa propagande auprès du peuple soudanais, faisant étalage des bienfaits de l'indépendance au sens vrai du terme. De l'autre, le Sénégal avec les velléités d'une pseudo-indépendance négociée. Tout est mis en œuvre pour persuader les dirigeants soudanais de ne point écouter le peuple soudanais alléché par les « mythes guinéens ». Il ne fait pas de doute qu'une fois de plus, Modibo sera dans un avenir plus ou moins proche amené à choisir une autre alternative, entre l'indépendance à la Sénégalaise et l'indépendance vraie non négociée, mais plébiscitée.

A vrai dire, au niveau du gouvernement du Mali, aucune divergence n'est visible. Les dirigeants U.P.S. tiennent solidement à la remorque ceux du Soudan, qui en faisant le jeu sénégalais trahissent délibérément leur peuple. L'alliance Soudan-Sénégal est une alliance de sommet, son incohérence est visible. Le peuple soudanais n'est pas chaud. Le peuple sénégalais, voire certains élus de l'U.P.S., traitent volontiers de parents pauvres leurs partenaires du Soudan. La course aux intérêts et aux honneurs (portefeuilles ministériels, actions, etc.) ne fait qu'accentuer cette faille de la muraille malienne. Il est clair que ce château de sable sera tôt ou tard balayé par le vent impétueux de la révolution socialiste qui lentement mais sûrement se prépare en Afrique. Les rapports de forces sont aujourd'hui du côté des valets de l'impérialisme en Afrique, mais nous ne désespérons pas de les faire pencher définitivement de notre côté, du côté du socialisme.

Dans la revue des partis politiques, il serait utile de dire quelques mots sur le M.L.N. (Mouvement de Libération Nationale), formation centriste qui, la première, a émis la fausse et erronée théorie du socialisme africain. Ce parti a disparu de la vie politique. Il n'a pas vécu longtemps. Il doit sa naissance à R. Schuman de la Communauté Européenne, sur l'initiative du Vatican. Le grand capital financier européen ayant pris conscience de la montée du nationalisme en Afrique a voulu limiter les dégâts au détriment des capitalistes coloniaux en faisant preuve de libéralisme. Octroyer l'indépendance ou même l'infliger parfois aux pays africains qui en manifesteraient le désir. Comme le « danger » communiste gagne rapidement du terrain en Afrique par la filière des étudiants, il importait de créer un mythe pour flatter la vanité de l'Africain noir : jeter les bases d'une théorie socialiste africaine. Cette formation est composée pour la plupart d'étudiants, d'ingénieurs, de médecins catholiques. Ce parti est à présent, au Sénégal et au Mali, mort et enterré.

Un pas vers la gauche, nous trouvons le P.R.A.-Sénégal, né la veille du référendum de la scission des éléments gauchistes de l'U.P.S.-P.R.A. qui avait capitulé en pleine campagne pour le référendum. Ce parti est resté fidèle à la ligne tracée par le fameux séminaire de Cotonou qui donna naissance au P.R.A. : « Unité et indépendance africaines. »

Le P.R.A.-Sénégal a à sa tête l'ex-ministre du gouvernement du Sénégal, Ly Abdoulaye. Il est composé d'éléments petits-bourgeois fonctionnaires et une bonne partie de l'intelligenza. Cette formation se réclame du marxisme léniniste. Mais leur opportunisme et leur penchant trop prononcé pour les concessions ont tôt fait de les étiqueter comme la réplique sénégalaise des « mencheviks ». Notons que cette opposition convient mieux au parti gouvernemental qui se plaît à la qualifier de constructive, par opposition à la nôtre traitée de fantomatique. *L'Indépendance*, tel est le titre de l'organe d'information et de formation « idéologique » de ce parti.

Il y a enfin le P.A.I., le plus proche du marxisme révolutionnaire...